



Economie

LE MODÈLE ALLEMAND RÉSISTERA-T-IL AU TEMPS ?

Les limites du "made in Germany"

Dans un livre décapant*, Guillaume Duval, journaliste à « Alternatives économiques », démystifie les recettes de la réussite allemande tant vantées en France. Gare aux idées reçues ! Extraits

Idee reçue n° 1 : **l'agenda 2010 de Schröder, un remède miracle**

Les succès de l'économie allemande restent liés surtout à des caractéristiques structurelles qui ont peu à voir avec les réformes tant vantées de Gerhard Schröder : valorisation de l'industrie et système de formation qui ne vise pas simplement à dégager une élite par l'échec des autres, pays décentralisé au territoire assez équilibré, poids déterminant des corps intermédiaires et notamment des syndicats de salariés dans les entreprises et les branches. Pour produire le rebond récent de l'industrie allemande, ces points forts structurels se sont combinés à des facteurs plus conjoncturels, qui ne doivent pas grand-chose non plus à l'ancien chancelier social-démocrate : absence de bulle immobilière liée au début du recul de la population allemande, succès de l'« OPA » sur les pays d'Europe centrale et orientale qui a dopé la compétitivité-coût des produits germaniques, et décollage spectaculaire des pays émergents dont la demande est en phase avec les spécialisations traditionnelles du pays dans les biens d'équipements et les voitures de luxe. Il est au contraire probable – c'est en tout cas la thèse de ce livre – que l'action de Gerhard Schröder [baisse des cotisations sociales patronales, facilitation des licenciements, durcissement de l'assurance chômage, développement de l'emploi précaire, déremboursement de nombreuses prestations santé, réduction des retraites, allongement de la durée de cotisation] ait plutôt fragilisé à terme l'économie et la société allemandes en permettant que s'y répandent la pauvreté et les inégalités et en freinant la modernisation de ses infrastructures collectives.

Idee reçue n° 2 : **les Allemands travaillent plus que les Français**

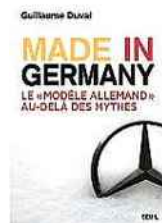
En vingt ans, le temps de travail des salariés allemands a été réduit dans des proportions très proches de celui des Français. En 1990, selon Eurostat, nos voisins travaillaient en moyenne 37,9 heures chaque semaine contre 38,4 pour leurs homologues hexagonaux. En 2011, cette durée était tombée à 34,6 heures outre-Rhin pour 35,3 chez nous. [...] Depuis le début des années 1990, cette réduction du temps de travail a donc été globalement un peu plus importante en Allemagne qu'en France, malgré l'absence de mesures généralisées analogues à la loi sur les 35 heures. Mais elle a été réalisée d'une façon très différente : essentiellement par le creusement des écarts entre hommes et femmes. En 1991, les salariées allemandes travaillaient en moyenne 33,8 heures et leurs homologues françaises 35,1 heures, soit 1,3 heure de plus. En 2011, les femmes allemandes n'œuvraient plus que 29,8 heures par semaine en moyenne, contre 32,7 pour leurs homologues françaises : l'écart a plus que doublé. Du côté des hommes, en revanche, la tendance a été inverse. En 1991, les Allemands travaillaient un peu moins longtemps que les Français : 40,7 heures en moyenne chaque semaine contre 40,9. Alors qu'en 2011, nos voisins travaillent désormais 38,9 heures contre 37,7 pour les Français [une baisse surtout marquée depuis la crise de 2009, NDLR].

Idee reçue n° 3 : **l'avenir, c'est l'apprentissage**

Ce système, admiré et envié à l'extérieur, traverse en Allemagne même une profonde crise. Depuis le début des années 1990 déjà, les entreprises offrent de moins en moins de places d'apprentissage en leur sein. [...]



L'AUTEUR
Rédacteur en chef du mensuel « Alternatives économiques », **GUILLAUME DUVAL**, 51 ans, est ingénieur de formation et a travaillé plusieurs années dans l'industrie allemande. En 2012, il a publié une note sur l'Europe chez Terra Nova.



Former un apprenti [...] n'a de sens que dans la perspective d'embaucher par la suite ces apprentis censés demeurer durablement dans l'entreprise. Or de plus en plus d'entreprises n'ont pas une visibilité suffisante pour apporter à leurs apprentis cette garantie implicite d'embauche future et encore moins de carrière. Au-delà de cette incertitude sur le futur, l'évolution des métiers eux-mêmes rend l'apprentissage souvent moins intéressant [...]. Pour maîtriser les processus industriels, il faut désormais pouvoir comprendre le fonctionnement de la machine elle-même, ce qui appelle une formation plus théorique.

Ce faisceau de causes a amené un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de postes d'apprentis. Pour stopper cette hémorragie, l'Allemagne a introduit à son tour une taxe d'apprentissage en 2004 : les entreprises qui n'accueillent pas suffisamment d'apprentis doivent s'acquitter d'un impôt compensatoire. Par ailleurs, les Allemands ont développé des structures d'apprentissage inter-entreprises qui se substituent de plus en plus aux structures internes aux entreprises, dominantes jusque-là. [...] Enfin, l'Etat a développé des structures destinées à « parquer » les jeunes qui ont fini leur parcours scolaire mais n'ont pas encore trouvé de place en apprentissage. Malgré la détente intervenue sur le marché du travail ces dernières années, ces dispositifs accueillent encore près de 300 000 personnes en 2012. Bref, [...] l'avenir de ce dispositif envié n'est pas forcément aussi solidement établi en Allemagne qu'on le croit ailleurs.

Idee reçue n° 4 : **un pays d'ingénieurs**

L'Allemagne est l'un des pays développés où la part de ceux qui ont suivi

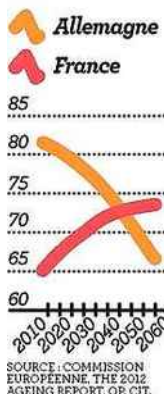


Le chancelier Schröder, en août 2002, avec Peter Hartz (à gauche), DRH de Volkswagen, président de la commission d'experts sur la réforme du marché du travail

une formation universitaire est à la fois la plus faible et celle qui augmente le moins. En 2009, 25,7% des 25-34 ans allemands avaient suivi des études supérieures contre 25,3% des 55-64 ans, une progression de 0,4% seulement en l'espace de trois décennies... [...] A contrario, en France, cette proportion, qui n'était que de 18% chez les 55-64 ans, est passée brutalement à 43% chez les 25-34 ans, une hausse due surtout aux formations courtes BTS et DUT. [...] Mais, pour l'instant, le caractère toujours très élitiste de l'enseignement supérieur allemand ne semble pas avoir eu d'effet négatif notable sur la compétitivité de l'industrie allemande.

L'économie allemande rencontre toutefois des difficultés croissantes à trouver les ingénieurs et les scientifiques dont elle a besoin. Notamment parce que les jeunes Allemands se détournent de plus en plus des sciences et des techniques pour aller

POPULATION TOTALE
En millions



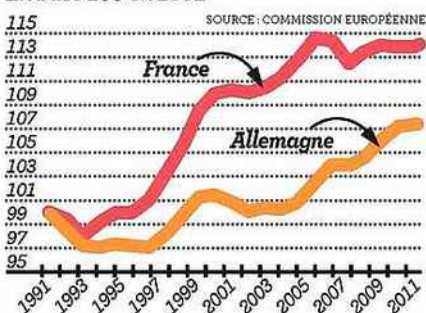
Depuis sa réunification, l'Allemagne a créé proportionnellement moins d'emplois que la France.

vers le droit, les sciences politiques et humaines, le commerce... Selon le Verein der Deutschen Ingenieure (VDI), l'Association des Ingénieurs allemands, il y aurait eu ainsi 65 000 postes d'ingénieurs non pourvus en 2011, un « trou » qui s'élargit rapidement depuis le début des années 2000. [...] Cela pourrait devenir un des freins principaux à la poursuite de la success story de l'économie allemande.

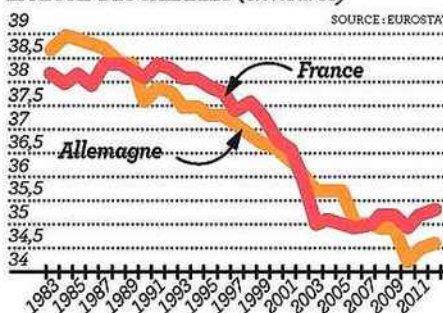
Idée reçue n° 5 : le vieillissement de la population justifie l'austérité

Les sombres perspectives démographiques du pays sont souvent invoquées pour expliquer le soutien de l'opinion publique allemande à des politiques économiques très restrictives en Allemagne, mais aussi ailleurs en Europe. Il se peut en effet que le vieillissement de la population favo-

EVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL
En base 100 en 1991



TEMPS DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE EFFECTIF DES SALARIÉS (en heures)



rise des comportements économiques frileux, dissuadant l'investissement et la prise de risques et incitant à une épargne excessive. Pour autant, une telle attitude n'en reste pas moins parfaitement irrationnelle: du point de vue des véritables intérêts d'une population allemande vieillissante, cela n'a aucun sens de refuser d'aider les pays d'Europe du Sud en crise [...]. C'est le moyen le plus sûr pour les futurs retraités allemands de perdre leur épargne accumulée et placée pour l'essentiel à l'extérieur du pays du fait des excédents colossaux de la balance des paiements de notre voisin.

Idée reçue n° 6
l'Allemagne a réglé le problème des retraites

Du côté des retraites, le gouvernement Schröder II a encore réduit sensiblement le niveau des pensions futures en ramenant leur taux de remplacement [le pourcentage du revenu d'activité que l'on touche à la retraite] de 48% en 2003 à 40% en 2030. Un dispositif qui sera complété par une nouvelle réforme votée en 2008, après donc le départ de Gerhard Schröder, [...] [qui] prévoit de porter l'âge minimal de départ en retraite à 67 ans en 2029. [...] Ces réformes successives des retraites restreignant les pensions futures sont à l'origine du cri d'alarme lancé en septembre 2012 par Ursula von der Leyden, ministre CDU du Travail dans le gouvernement d'Angela Merkel, avertissant que l'Allemagne risquait de connaître prochainement un retour massif de la pauvreté chez les personnes âgées. Selon les calculs effectués par les services de son ministère, même les salariés qui gagnent 2500 euros par mois actuellement et qui ont travaillé pendant les trente-cinq ans nécessaires en Allemagne (contre quarante et un et demi en France) ne se retrouveraient en 2030 qu'avec une pension de 688 euros par mois, c'est-à-dire le minimum vieillesse allemand. Comme on le voit, Gerhard Schröder et Angela Merkel ont bien préparé l'avenir du pays...

© SEUIL
Les intertitres sont de la rédaction (*) « Made in Germany. Le modèle allemand au-delà des mythes », par Guillaume Duval, 230 p. [Seuil]